



**MINISTÈRE  
DES ARMÉES**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Secrétariat général  
pour l'administration**

Niveau de classification/protection				
MD	MA	MS	SF	NP
				X

## **CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES (CCAP)**

### **OBJET DU MARCHE**

Base navale de Toulon – Acquisition de passerelles de quai au profit du SSF

### **Référence du marché**

<i>année</i>	<i>établissement émetteur</i>	<i>numéro</i>
2025	- SID - MED -	0409

	Base navale de Toulon – Acquisition de passerelles de quai au profit du SSF.	Version : 1.0
		Date : 28/08/2025

## SOMMAIRE

1	Dispositions générales.....	4
1.1	Objet et localisation des travaux .....	4
1.2	Intervenants à l'opération .....	4
1.3	Pièces contractuelles .....	4
1.4	Pièces délivrées à l'entrepreneur.....	5
1.5	Allotissement.....	5
1.6	Tranches optionnelles.....	5
1.7	Parties techniques.....	5
1.8	Confidentialité, mesures de sécurité .....	6
1.9	Protection de la main d'œuvre et conditions de travail .....	7
1.10	Modalités de communication.....	8
1.11	Résiliation du marché.....	8
1.12	Clauses sociales et environnementales .....	9
1.13	Présentation du dispositif de vigilance avec « e-attestation » .....	9
2	Prix et règlement des comptes .....	10
2.1	Répartition des paiements .....	10
2.2	Avance .....	10
2.3	Contenu des prix et mode d'évaluation des ouvrages.....	11
2.4	Variation des prix.....	12
2.5	Paieement et règlement des comptes.....	13
2.6	Modifications du marché en cours exécution .....	16
2.7	Retenue de garantie .....	17
2.8	Contrôle des coûts de revient.....	17
3	Délais.....	17
3.1	Délais d'exécution des prestations .....	17
3.2	Prolongation des délais d'exécution .....	18
3.3	Remise des documents et délais .....	18
4	realisation des prestations – Organisation sur site – Santé et sécurité au travail.....	19
4.1	Préparation et exécution des prestations .....	19
4.2	Organisation, sécurité et protection de la santé .....	20
5	Contrôles, Admission et garanties .....	21
5.1	Essais et contrôles des ouvrages en cours de réalisation des prestations.....	21
5.2	Vérification et admission des prestations .....	22
5.3	Admission, ajournement, réfaction et rejet.....	22
5.4	Garanties .....	23
6	Différends et litiges.....	23
6.1	Différends .....	23
6.2	Droit applicable .....	24
6.3	Mission ministérielle PME/PMI .....	24
6.4	Médiateur des entreprises.....	24
7	Pénalités et retenues .....	25
7.1	Pénalités pour retard dans l'exécution des prestations.....	25

	Base navale de Toulon – Acquisition de passerelles de quai au profit du SSF.	Version : 1.0
		Date : 28/08/2025

7.2	Autres pénalités et retenues .....	25
7.3	Cumul et plafonnement .....	25
8	Propriété intellectuelle.....	26
8.1	Identification des œuvres concernées .....	26
8.2	Droit de reproduction .....	26
8.3	Droit de représentation .....	26
8.4	Droit d'adaptation .....	26
8.5	Destination des droits concédés .....	27
8.6	Lieu d'exploitation.....	27
8.7	Exclusivité - Garantie des droits concédés .....	27
8.8	Obligation du titulaire .....	27
8.9	Savoir-faire .....	27
9	Assurances.....	27
9.1	Responsabilité .....	27
9.2	Dispositions communes.....	27
9.3	Assurance de responsabilité civile de droit commun.....	27
9.4	Assurance de responsabilité civile décennale .....	28
10	Demarche de certification « relations fournisseurs responsables(RFR) et de labellisation « relation fournisseurs et achats responsables (RFAR) ».....	28
11	Delivrance de certificat de bonne execution.....	28
12	Dérogations au CCAG MI.....	29
	<b>ANNEXES.....</b>	<b>30</b>
	<b>ANNEXE N°1 .....</b>	<b>31</b>
	<b>Guide de démarrage SUBCLIC</b>	

	Base navale de Toulon – Acquisition de passerelles de quai au profit du SSF.	Version : 1.0
		Date : 28/08/2025

## 1 DISPOSITIONS GENERALES

### 1.1 Objet et localisation des travaux

Les stipulations du présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) concernent l'acquisition de passerelles de quai au profit du SSF sur la Base navale de Toulon.

La description des ouvrages et leurs spécifications techniques sont indiquées dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières (C.C.T.P.).

### 1.2 Intervenants à l'opération

#### 1.2.1 **Représentation du pouvoir adjudicateur (RPA)**

Le directeur de l'établissement du service d'infrastructure de la défense (SID) Méditerranée désignera, dès la notification du marché, les personnes physiques habilitées à représenter le pouvoir adjudicateur et les délégations de signature qui leur sont accordées.

#### 1.2.2 **Contrôle technique**

L'exécution du marché n'implique pas l'intervention d'un contrôleur technique.

#### 1.2.3 **Coordination SPS**

Pour l'exécution du présent marché, le chef de l'organisme utilisateur assure la coordination générale des mesures de prévention.

#### 1.2.4 **Coordination SSI**

La nature des travaux faisant l'objet du marché n'implique pas l'intervention d'un coordinateur des systèmes de sécurité incendie.

#### 1.2.5 **Assistance à maîtrise d'ouvrage technique (AMT)**

La maîtrise d'ouvrage se fera assister en tant que de besoin par un organisme extérieur, appelé « assistance à maîtrise d'ouvrage technique (AMT) ».

Les coordonnées de l'AMT seront communiquées ultérieurement.

#### 1.2.6 **Tâches essentielles**

Sans objet.

### 1.3 Pièces contractuelles

Par dérogation au 4.1 du CCAG MI, les pièces qui constituent le présent marché sont indiquées ci-après par **ordre de priorité décroissant**. Ces pièces prévalent dans l'ordre où elles sont énumérées en cas de contradiction ou de différence entre elles.

#### 1. Pièces particulières :

1. L'**acte d'engagement** (AE) et ses annexes.
2. Le présent **cahier des clauses administratives particulières** (CCAP) et ses annexes.
3. Le **cahier des clauses techniques particulières** (CCTP) et ses annexes. Les spécifications non portées au CCTP, mais inscrites sur les plans contractuels fournis par l'administration ont même valeur que celles du CCTP. En cas de contradiction entre les pièces écrites du CCTP et les plans, les dispositions des pièces écrites prévalent. En cas de contradiction entre plusieurs plans, la priorité sera accordée aux plans dressés à la plus grande échelle.

	Base navale de Toulon – Acquisition de passerelles de quai au profit du SSF.	Version : 1.0
		Date : 28/08/2025

#### 4. L'état des prix forfaitaires / détail estimatif (E.P.F./D.E.)

##### 2. Pièces générales :

1. Le **cahier des clauses administratives générales applicable aux marchés publics industriels** (CCAG MI) arrêté du 30 mars 2021 portant approbation du cahier des clauses administratives générales des marchés publics industriels.

##### 1.4 Pièces délivrées à l'entrepreneur

Les pièces suivantes sont délivrées sans frais :

- à l'entrepreneur titulaire ou mandataire, les pièces particulières constituant le marché et les pièces contractuelles postérieures à sa conclusion,
- sur leur demande, à l'entrepreneur titulaire ou mandataire, aux éventuels cotraitants et sous-traitants payés directement, les pièces nécessaires pour le nantissement ou la cession de leurs créances.

##### 1.5 Allotissement

Sans objet.

##### 1.6 Tranches optionnelles

Le marché est décomposé en 2 tranches définies comme suit :

	Désignation
Tranche ferme (TF)	Etudes et conception
Tranche optionnelle (TO)	Fabrication des passerelles, essais de qualification et livraison du DOE

##### 1.7 Parties techniques

###### 1.7.1 Identification des tranches

Les prestations de la **tranche optionnelle** du marché sont décomposées en plusieurs parties techniques au sens de l'article 26 du CCAG MI définies comme suit :

	Désignation
PT1	Réalisation des passerelles
PT2	Essais de qualification des équipements
PT3	Livraison et constitution du DOE

Le contenu technique des parties techniques est défini au C.C.T.P.

La date de départ du délai d'exécution de chaque partie technique sera fixée par un ordre de service qui sera notifié au titulaire du marché.

Par application de l'article 26 du CCAG MI, le pouvoir adjudicateur peut décider, au terme de chacune des parties techniques identifiées ci-dessus, de ne pas poursuivre l'exécution des prestations. Cette décision ne donne lieu à aucune indemnité et entraîne la résiliation du marché.

###### 1.7.2 Délais d'affermissement

Les prix et délais de la tranche optionnelle s'entendent pour un affermissement de la tranche dans les délais suivants qui constituent des délais objectifs :

	Base navale de Toulon – Acquisition de passerelles de quai au profit du SSF.	Version : 1.0
		Date : 28/08/2025

- tranche optionnelle : To + 18 mois

To étant la date effective de notification du marché.

### 1.7.3 Indemnités d'attente

Le marché ne prévoit aucune indemnité en cas de retard dans l'affermissement de la tranche optionnelle.

### 1.7.4 Indemnités de dédit

Le marché ne prévoit aucune indemnité en cas de non-affermissement de la tranche optionnelle.

## 1.8 Confidentialité, mesures de sécurité

### 1.8.1 Protection du secret de la défense

L'autorisation accordée aux travailleurs est obligatoirement soumise à une enquête administrative pour le renseignement et la sûreté (EARS) : contrôle primaire, comme prévue dans l'instruction générale interministérielle n°1300 sur la protection du secret de la défense nationale annexée à l'arrêté du 9 août 2021 et l'instruction n° 900 sur la protection du secret et des informations diffusion restreinte et sensible annexé à l'arrêté du 30 avril 2021.

Si le résultat de l'enquête donne lieu à un avis autre que sans objection (AQSO), l'accord de l'officier de sécurité de l'emprise sera recherché avant la validation de la demande d'accès.

Concernant les travailleurs étrangers l'accès au site sera obligatoirement soumise à un accompagnement par un personnel de nationalité française d'une société primo-contractante avec le SID-MED, sauf dispositions particulières prises le cas échéant par le site.

L'attribution du droit d'accompagnement ne pourra être délivré qu'à deux conditions : que la personne accompagnante dispose déjà d'un titre d'accès et que son contrôle primaire soit sans objection (sauf dérogation). Le titulaire ne pourra élever aucune réclamation sur la décision prise après le retour de l'enquête administrative ou un délai de procuration de l'attribution du droit d'accompagnement incompatible avec son planning prévisionnel.

Les prestations faisant l'objet du présent marché intéressent la défense ; le titulaire doit, en conséquence, se conformer aux stipulations de l'article 5 du CCAG MI.

### 1.8.2 Niveau de protection du secret

Le présent marché est un marché dit non-protégé.

### 1.8.3 Accès à l'enceinte militaire

A/ Contrôle nominatif

**Une liste nominative des personnels participant aux prestations et amenés à se rendre sur la Base navale de Toulon (titulaires, sous-traitants, cotraitants) sera établie et fournie par le titulaire dès la notification du marché.** Cette liste doit être complétée par une photocopie lisible recto verso pour chaque personnel de la carte d'identité ou celle de la carte de séjour pour les étrangers. Pour ces derniers, comme l'autorise l'article R 620-3 du code du travail, introduit par le décret n°86524 du 13 mars 1986, le pouvoir adjudicateur exigera à l'appui de sa liste nominative la fourniture des copies des titres de travail. Tout étranger titulaire d'un titre de travail dont la date de validité est périmée, devra être exclu du chantier.

Le titulaire devra certifier que tous les personnels qu'il emploie sur le chantier sont en règle vis-à-vis des dispositions légales et réglementaires relatives aux conditions d'emploi de la main d'œuvre. Le titulaire s'engage à tenir à jour cette liste nominative.

B/ Contrôle d'accès

	Base navale de Toulon – Acquisition de passerelles de quai au profit du SSF.	Version : 1.0
		Date : 28/08/2025

Les personnels des entreprises devant se rendre sur le site militaire où se déroulera le marché devront avoir satisfait aux formalités d'accès dudit site et être munis d'une carte d'identité ou du titre de travail pour les étrangers. Des contrôles inopinés de corrélation avec le registre unique du personnel pourront être opérés à tout moment par l'inspection du travail. Les titres d'accès (badges) qui auront été délivrés seront à restituer à l'issue.

La décision d'octroi d'un titre d'accès **relève de l'autorité militaire responsable du site**, sur la base d'une enquête administrative fondée sur l'arrêté du 09/08/2021 portant approbation de l'instruction générale interministérielle n° 1300 relative à la protection du secret de la défense nationale et l'arrêté du 15/03/ 2021 portant approbation de l'instruction ministérielle n° 900 sur la protection du secret et des informations diffusion restreintes et sensibles.

L'enquête administrative (contrôle primaire) à laquelle doit être soumise **toute personne (titulaire, sous-traitants, cotraitants) appelée à pénétrer dans l'enceinte militaire** à l'intérieur de laquelle seront exécutés les prestations nécessite le dépôt de fiches de renseignements **avant toute demande d'accès. Le modèle de contrôle primaire, ainsi que ses consignes de remplissage seront fournis par le responsable de l'opération.**

Le formulaire de contrôle primaire doit être renseigné **à la notification du marché**, et adressé avec l'ensemble des pièces requises au bureau sécurité :

e-mail : [esid-toulon.resp-bur-secu.fct@intra.def.gouv.fr](mailto:esid-toulon.resp-bur-secu.fct@intra.def.gouv.fr)

**Les formalités de demandes d'accès, ainsi que celles relatives à l'accompagnement des travailleurs étrangers décrites à l'article 1.8.1 du présent document, à récupérer auprès du responsable de l'opération devront ensuite être initiées par le titulaire et ses sous-traitants déclarés, elles sont à adresser au bureau des accès :**

e-mail : [esid-toulon-ssd-acc.secretaire.fct@intra.def.gouv.fr](mailto:esid-toulon-ssd-acc.secretaire.fct@intra.def.gouv.fr)

Le délai de traitement des accès peut varier en fonction des délais de traitement du service enquêteur désigné. Le titulaire ne pourra élever aucune réclamation quant à un éventuel retard de délivrance des autorisations d'accès qui peuvent varier en fonction des délais de traitement du service enquêteur désigné dans l'arrêté du 09/08/2021 et l'arrêté du 15/03/2021 précédemment cités. Il est précisé que les conditions d'accès des étrangers et le délai de délivrance des autorisations sont aléatoires non seulement du fait des éléments précédemment cités mais également de par le contexte géopolitique international.

Le titulaire ne pourra élever aucune réclamation en invoquant un refus d'accès ou un délai incompatible avec son planning prévisionnel.

### **1.9 Protection de la main d'œuvre et conditions de travail**

En plus de ce qui est prévu à l'article 6 du CCAG MI, le titulaire déclare avoir pris connaissance des dispositions qui figurent dans les documents suivants et s'engage, pour ce qui le concerne, à s'y conformer. Ces instructions sont consultables sur <http://circulaires.legifrance.gouv.fr>

- Circulaire n° 2221/DEF/CGA/IS/PT/ITA du 17/07/2015 relative aux conditions du contrôle par l'inspection du travail dans les armées de l'application du code du travail au personnel des entreprises et établissements publics travaillant dans les établissements du ministère des armées.
- Arrêté du 19 mai 2020 relatif aux modalités d'application des règles relatives aux interventions d'entreprises extérieures et aux opérations de bâtiment et de génie civil dans un organisme du ministère de la défense.

En application de ces textes, il découle notamment les obligations suivantes :

	Base navale de Toulon – Acquisition de passerelles de quai au profit du SSF.	Version : 1.0
		Date : 28/08/2025

- Le titulaire s'engage à faire effectuer les prestations par du personnel qualifié, compétent, ayant reçu préalablement la formation réglementaire, disposant des habilitations requises et en situation régulière vis-à-vis de la réglementation contre le travail illégal, y compris si ce personnel appartient à une entreprises sous-traitante.
- En cas d'accident touchant son personnel pendant les phases de livraison des passerelles dans la Base Navale de Toulon, outre les formalités à accomplir vis-à-vis des instances qualifiées auxquelles il doit rendre compte, le titulaire doit faire parvenir immédiatement :
  - au chef de l'organisme utilisateur,
  - au représentant du pouvoir adjudicateur,
 une copie de la déclaration adressée à ces instances et, dès qu'elle est connue, la durée totale de l'arrêt de travail éventuel.
- Par ailleurs, le titulaire informe également :
  - le chef de l'organisme utilisateur, pour les prestations effectuées sous le plan de prévention,
  - le représentant du pouvoir adjudicateur,
  - et, sur sa demande, l'inspection du travail compétente,
 du nombre d'heures d'arrêt de travail pour ses salariés et sous-traitants, le nombre d'accidents du travail et le nombre de jours perdus.
- Enfin, le titulaire s'oblige à remettre au représentant du pouvoir adjudicateur une copie de la déclaration des procédés de travail susceptibles de provoquer des maladies professionnelles.

#### **1.10 Modalités de communication**

##### **1.10.1 Forme de communication**

Les communications d'informations entre le titulaire, d'une part, le représentant du pouvoir adjudicateur d'autre part, sont faites dans les mêmes conditions que celles prévues à l'article 3.1 du CCAG MI.

Lorsque leur contenu le permet, les ordres de service peuvent être transmis par courriel au titulaire. La personne physique, représentant le titulaire et désignée conformément aux dispositions de l'article 3.4.1 du CCAG MI, s'engage à consulter quotidiennement la messagerie désignée à l'acte d'engagement, à laquelle sont transmis les courriels.

Pour application de l'article 3.8.1 du CCAG MI, le titulaire accuse réception datée de ces ordres de service par retour de leur page de garde par courriel. Pour application de l'article 3.8.2 du CCAG MI, le fait qui sert de point de départ au délai de 15 jours correspond à l'envoi du courriel au titulaire.

Le titulaire du marché est seul responsable de l'usage et du bon fonctionnement de ses systèmes de communication. L'éventuelle défaillance des systèmes de communication du titulaire est donc inopposable au pouvoir adjudicateur.

##### **1.10.2 Ordres de service**

Les ordres de service doivent être écrits, signés, datés et numérotés par le pouvoir adjudicateur qui les adresse au titulaire dans les conditions précisées à l'article 3.8 du CCAG MI.

#### **1.11 Résiliation du marché**

Les dispositions des articles L. 2195-1 à 2195-6 du code de la commande publique s'appliquent.

Les cas de résiliation sont également décrits aux articles 41 à 45 du CCAG MI.

Le titulaire doit remettre à l'acheteur ou son représentant, tous les 6 (six) mois et ce, jusqu'à la fin de l'exécution du marché, les documents prévus aux articles D. 8222-5 ou D. 8222-7 et D. 8222-8 du code du travail, soit :

- une attestation de fournitures de déclarations sociales datant de moins de 6 (six) mois ;

	Base navale de Toulon – Acquisition de passerelles de quai au profit du SSF.	Version : 1.0
		Date : 28/08/2025

- un justificatif d'immatriculation, dans les cas où l'immatriculation est obligatoire au regard des articles précités du code du travail ;
- le cas échéant, s'il emploie des salariés étrangers, le titulaire doit fournir également la pièce prévue à l'article D. 8254-2 ou D. 8254-5 du code du travail. Il s'agit de la liste nominative des salariés étrangers employés par l'opérateur économique et soumis à l'autorisation de travail mentionnée aux articles L. 5221-2 du code du travail. Cette liste précise, pour chaque salarié, sa date d'embauche, sa nationalité ainsi que le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

Les pièces et attestations mentionnées ci-dessus sont déposées par le titulaire sur la plateforme en ligne e-Attestations, présentée à l'article 1.13 du présent document, mise à sa disposition, gratuitement, à l'adresse suivante : <https://declarants.e-attestations.com/EAttestationsFO/fo/E-Attestations.html>

Le titulaire assume le rôle qui lui est imparti par les textes en vigueur en matière de réglementation du droit du travail.

Il s'assure que ses entreprises sous-traitantes, établies en France, respectent les obligations réglementaires, en veillant, tous les six mois, à ce que ces dernières déposent sur la plateforme e-Attestation les documents mentionnés ci-dessus.

Il s'assure que ses entreprises sous-traitantes, établies à l'étranger, respectent les obligations réglementaires, en veillant, tous les six mois, à ce que ces dernières déposent sur la plateforme e-Attestation un certificat A1/E101 en application du règlement CEE n°574/72 du 21 mars 1972 fixant les modalités d'application du règlement n° 1408/71.

En cas de non-remise de ces documents, le pouvoir adjudicateur peut résilier le marché aux torts du titulaire, après mise en demeure restée infructueuse, sans que celui-ci puisse prétendre à indemnité, et le cas échéant, avec exécution des prestations à ses frais et risques. La mise en demeure est notifiée par écrit et assortie d'un délai qui ne peut être inférieur à 15 jours.

Le titulaire doit s'acquitter des formalités mentionnées aux articles L. 8222-3 à L. 8222-5 du code du travail.

En cas de signalement par écrit de l'inspection du travail relatif au non-paiement total ou partiel du salaire minimum légal dû à un salarié détaché au sens de l'article L1261-3 du code du travail intervenant pour le compte du titulaire du marché, le pouvoir adjudicateur peut résilier le marché aux torts du titulaire, après mise en demeure restée infructueuse, sans que celui-ci puisse prétendre à indemnité, et le cas échéant, avec exécution des prestations à ses frais et risques. Cette mise en demeure est notifiée par écrit et est assortie d'un délai de 7 jours laissé au titulaire pour se conformer à ses obligations.

## **1.12 Clauses sociales et environnementales**

### **1.12.1 Insertion par l'activité économique**

L'exécution du marché ne prévoit pas d'insertion par l'activité économique.

### **1.12.2 Protection de l'environnement**

Conformément à l'article 7 du CCAG MI, le titulaire veille à ce que les prestations respectent les prescriptions législatives et réglementaires en vigueur en matière d'environnement.

En plus de ces prescriptions, le titulaire assurera l'approvisionnement des matériaux au plus proche possible et optimisera le process de fabrication.

### **1.13 Présentation du dispositif de vigilance avec « e-attestation »**

La plateforme sécurisée « e-Attestations » permet aux opérateurs économiques de déposer toutes les informations et documents obligatoires à partager uniquement avec vos donneurs d'ordres.

	Base navale de Toulon – Acquisition de passerelles de quai au profit du SSF.	Version : 1.0
		Date : 28/08/2025

Elle est entièrement gratuite.

Elle nécessite la création d'un compte sur la plateforme qui est connectée aux administrations. Le dispositif « e-Attestations » agrège des données directement auprès de tiers producteurs de confiance comme le RNCS, les URSSAF, la DGFIP, ... Aussi le titulaire n'aura qu'à compléter les informations et documents manquant dans son dossier.

Plus d'informations sont disponibles à l'adresse suivante : <https://www.e-attestations.com/index.php/comment-ca-marche/pour-les-declarants>

## 2 PRIX ET REGLEMENT DES COMPTES

### 2.1 Répartition des paiements

L'acte d'engagement indique ce qui doit être réglé respectivement à l'entrepreneur titulaire (ou mandataire et cotraitants en cas de groupement) et ses sous-traitants.

### 2.2 Avance

#### 2.2.1 Avance au titulaire

Une avance est accordée au titulaire en application des articles R. 2191-3 à R. 2191-5 du code de la commande publique.

Le montant de l'avance est calculé en application des articles R. 2191-6 à R. 2191-10 du code de la commande publique.

Une avance sera versée au titulaire si le montant de la tranche est supérieur à **50 000 € HT** et que la durée d'exécution de la tranche est supérieure à **deux mois**, sauf indication contraire de sa part dans l'acte d'engagement. A défaut de précision dans l'acte d'engagement, le titulaire sera réputé accepter le bénéfice de l'avance.

L'option A décrite à l'article 12.1 du CCAG MI s'applique, ainsi le montant de l'avance est fixé à **30 %** du montant TTC de la tranche diminué du montant des prestations sous-traitées donnant lieu à paiement direct si le délai d'exécution des prestations est inférieur ou égal à douze mois ; si ce délai est supérieur à douze mois, l'avance est égale à **30 %** d'une somme égale à douze fois le montant mentionné ci-dessus divisé par le délai d'exécution des prestations exprimé en mois.

#### 2.2.2 Avance au sous-traitant

Une avance peut être versée, sur leur demande, aux sous-traitants admis au paiement direct dans les mêmes conditions conformément aux articles R. 2193-17 à R. 2193-21 du code de la commande publique.

#### 2.2.3 Modalités de paiement et de remboursement

Le remboursement de l'avance s'impute en application des articles R. 2191-11 à R. 2191-19 du code de la commande publique.

Le remboursement pourra débiter lorsque le montant des prestations effectuées par le titulaire aura atteint **50 %** des montants TTC et sera terminé lorsque le montant des prestations effectuées par le titulaire aura atteint **80 %** des montants TTC.

Le paiement de l'avance intervient sans formalité dans le délai global de 30 jours comptés à partir de la date de notification du marché.

Pour le sous-traitant de premier rang, le versement et son remboursement sont effectués dans les mêmes conditions que celles prévues pour le titulaire. Le titulaire prend ce versement et ce remboursement en compte pour fixer le montant des sommes devant faire l'objet d'un paiement direct au sous-traitant de premier rang.

	Base navale de Toulon – Acquisition de passerelles de quai au profit du SSF.	Version : 1.0
		Date : 28/08/2025

Si le marché est passé avec un groupement conjoint, les dispositions qui précèdent sont applicables aux prestations exécutées par l'ensemble des cotraitants. Les modalités de détermination du montant de l'avance s'appliquent alors aux montants des prestations de chaque cotraitant définis à l'acte d'engagement.

## 2.3 Contenu des prix et mode d'évaluation des ouvrages

### 2.3.1 **Forme et contenu des prix**

Les ouvrages faisant l'objet du marché sont réglés par des prix forfaitaires.

L'évaluation de l'ensemble des prestations, telle qu'elle résulte du détail estimatif, figure à l'article 2 de l'acte d'engagement.

Les prix du marché sont hors T.V.A., ils sont réputés établis **sans préjudice de l'article 11.1 du CCAG MI** :

- En tenant compte de l'ensemble des exigences figurant aux pièces du marché ;
- En tenant compte des dépenses liées aux mesures de sécurité particulières à prendre du fait des risques d'interférence entre les prestations objets du marché et les activités de l'organisme utilisateur du ministère des armées ;
- En tenant compte des dépenses liées à l'application des mesures de sécurité et de protection de la santé ;
- En tenant compte de l'obligation faite au titulaire de se conformer aux consignes générales et particulières et règlements édictés par le chef de l'établissement, relatifs à la police et à la sécurité intérieure du site dans lequel les prestations sont exécutées ;
- En tenant compte des coûts de réalisation des études complémentaires jugées nécessaires par le titulaire pour l'établissement des documents d'études ;
- En tenant compte de toute modification de méthodologie, phasage et moyens nécessaires à la réalisation des prestations et essais, issus de l'analyse des dossiers de sûreté travaux, des programmes des opérations de qualifications ;
- En tenant compte des coûts de l'ensemble des moyens et matériaux nécessaires à la réalisation des essais ;
- En tenant compte des frais nécessaires aux essais et épreuves prévus aux pièces particulières du marché ;

Les dépenses suivantes notamment sont à la charge de l'entreprise, sans préjudice des dispositions du 9.1.1 du CCAG MI :

- Les matériels de levage et de manutention ainsi que les échafaudages qui sont nécessaires à l'exécution de ses prestations,
- Le nettoyage de son chantier qui doit rester propre et libre pendant et en fin d'exécution de ses prestations,
- Les frais nécessaires à la protection des prestations,
- Les frais de manutention, d'emballage, de transport, d'assurance,
- Les frais de protection des prestations notamment le vol.

### 2.3.2 **Facilités accordées au titulaire**

L'exécution du marché ne comprend pas l'octroi de facilités particulières au titulaire.

	Base navale de Toulon – Acquisition de passerelles de quai au profit du SSF.	Version : 1.0
		Date : 28/08/2025

## 2.4 Variation des prix

### 2.4.1 Mois d'établissement des prix du marché

Les prix du marché sont établis sur la base des conditions économiques du mois d'**octobre 2025**, ce mois est appelé « mois zéro ».

### 2.4.2 Mode de variation des prix

Les prix du marché sont révisibles suivant les modalités fixées à l'article 2.4.3 ci-après.

### 2.4.3 Modalités de calcul de variation des prix

#### 2.4.3.1 Choix de l'index de référence

Les index de référence, choisis en raison de leurs structures pour la variation des prix sont les suivants :

- Indice de prix de production de l'industrie française pour le marché français – CPF 24.42 – Aluminium (Base 2021-Identifiant : 010763886)
- ICHT rev-TS IME est la valeur de l'indice du coût horaire du travail révisé – tous salariés- industries mécaniques et électriques, identifiant 01565183, base 100 en décembre 2008.
- MIG EBIQ : indice de prix de production de l'industrie française : énergie, biens intermédiaires et bien d'investissements, identifiant 010764358 - Base 100 en 2021.

Les index peuvent être consultés sur le site internet de l'Institut national de la statistique et des études économiques (INSEE) à l'adresse suivante :

<https://www.insee.fr/fr/statistiques/serie/010763886>

<https://www.insee.fr/fr/statistiques/serie/001565183>

<https://www.insee.fr/fr/statistiques/serie/010764358>

#### 2.4.3.2 Formule de variation des prix

Le coefficient de révision **C<sub>n</sub>** applicable pour le calcul de l'acompte du mois n est donné par la formule :

$$C_n = 0,15 + 0,85 \times \left( 0,10 \times \frac{\text{CPF } 24.42_n}{\text{CPF } 24.42_0} + 0,45 \times \frac{\text{ICHT rev-TS}_n}{\text{ICHT rev-TS}_0} + 0,45 \times \frac{\text{EBIQ}_n}{\text{EBIQ}_0} \right)$$

Dans laquelle CPF24.42<sub>0</sub>, ICHT<sub>0</sub> et MIG EBIQ<sub>0</sub>, CPF24.42<sub>n</sub>, ICHT<sub>n</sub> et MIG EBIQ<sub>n</sub> sont les valeurs prises par les index de référence CPF24.42, ICHT et MIG EBIQ définis à l'article 2.4.3.1 ci-avant, respectivement au mois n d'exécution des prestations et au mois zéro.

Par dérogation à l'article 11.2 du CCAG MI, la valeur finale des index à retenir pour le calcul de la révision du prix est celle atteinte au plus tard à la date de réalisation contractuelle des prestations ou à compter de la date de leur réalisation si celle-ci est antérieure.

La révision des règlements ultérieurs à la date contractuelle de fin d'exécution se fait sur la base de la valeur des index de référence à la date d'achèvement contractuelle.

### 2.4.4 Régime de variation des indemnités, pénalités et retenues

Les retenues et pénalités techniques ne sont ni actualisées ni révisées. Les pénalités de retard ne sont ni actualisées ni révisées.

### 2.4.5 Variation provisoire

Lorsqu'une révision a été effectuée provisoirement en utilisant un index antérieur à celui qui doit être appliqué, il ne sera procédé à aucune autre variation avant la variation définitive, laquelle interviendra sur le premier acompte suivant la parution de l'index correspondant.

	Base navale de Toulon – Acquisition de passerelles de quai au profit du SSF.	Version : 1.0
		Date : 28/08/2025

#### 2.4.6 Application de la TVA

La TVA est fixée à titre indicatif. Les montants des factures et du solde seront calculés en appliquant les taux de T.V.A. en vigueur à la date du fait générateur de la TVA au sens de l'article 269-I du code général des impôts.

### 2.5 Païement et règlement des comptes

Conformément à l'article 12.2 du CCAG MI, le règlement des comptes du marché se fait par des acomptes mensuels et des règlements partiels définitifs établis comme suit.

#### 2.5.1 Demandes de paiement

La demande de paiement mensuelle est établie conformément à l'article 12.3 du CCAG MI.

Chaque demande de paiement électronique, transmise au plus tôt à la date à laquelle les paiements seront exigibles, sera arrêtée en toutes lettres, datée, signée électroniquement et devra conformément à l'article D. 2192-2 du code de la commande publique, toujours comporter les éléments essentiels suivants :

- La date d'émission de la demande de paiement ;
- La désignation de l'émetteur et du destinataire de la demande de paiement comportant leurs numéros SIRET ou SIREN ;
- Le numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la demande de paiement, la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries ;
- Le numéro d'engagement juridique du marché ;
- La désignation du payeur, avec l'indication, pour les personnes publiques, du code d'identification du service chargé du paiement (Code SE : **D1076EY083**) ;
- La date d'exécution des prestations ;
- La quantité et la dénomination précise des prestations réalisées ;
- Le prix forfaitaire des prestations réalisés ;
- Le montant de l'acompte mensuel en HT et TTC ainsi que le taux et le montant de la TVA ;
- Le montant total de la demande de paiement, le montant total hors taxes et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée, ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ;
- En cas de groupement, le montant des prestations effectuées par chaque membre du groupement ;
- L'identification, le cas échéant, du représentant fiscal de l'émetteur de la demande de paiement ;
- Le cas échéant, les modalités de règlement ;
- Le cas échéant, les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires.

Si un sous-traitant est intervenu :

- le montant HT et TTC de la part sous-traitée ;

Les demandes paiement comportent en outre les numéros d'identité de l'émetteur et du destinataire de la facture, attribués à chaque établissement concerné ou, à défaut, à chaque personne en application de l'article R. 123-221 du code de commerce.

En l'absence de l'une des mentions précitées ou d'une quelconque disposition réglementaire telle que prévue à l'article 242 nonies A du CGI ou encore dans le cas de remise d'une demande de paiement avant

	Base navale de Toulon – Acquisition de passerelles de quai au profit du SSF.	Version : 1.0
		Date : 28/08/2025

achèvement des prestations à régler, la demande de paiement sera rejetée sans donner droit à paiement d'intérêts moratoires.

La remise d'une demande de paiement intervient au début de chaque mois pour les prestations effectuées le mois précédent au fur et à mesure de l'avancement des prestations, en application de l'article 12.5.1 du CCAG MI et conformément aux articles R. 2191-21 et R. 2191-22 du code de la commande publique,

### 2.5.2 Acceptation de la demande de paiement par le pouvoir adjudicateur

Il est fait application de l'article 12.6 du CCAG MI.

### 2.5.3 Demande de paiement finale

Il est fait application de l'article 12.7 du CCAG MI.

Après admission des prestations de chaque partie technique, le titulaire remet au pouvoir adjudicateur une demande de paiement donnant lieu à un règlement partiel définitif.

La demande de paiement est établie par le titulaire conformément aux articles 12.3 et 12.8 du CCAG MI. Le titulaire y joint obligatoirement les pièces nécessaires à la justification du montant figurant sur la demande de paiement.

Le point de départ du délai global de paiement pour le solde est la date de réception figurant sur l'ordre de service portant décision d'admission des prestations du pouvoir adjudicateur ou la réception de la facture si celle-ci est postérieure.

### 2.5.4 Transmission des demandes de paiement

En application de l'article 3 de l'ordonnance n° 2014-697 du 26 juin 2014 et du décret n° 2016-1478 du 2 novembre 2016, les sociétés ayant contracté des contrats avec l'Etat sont tenues depuis le 01/01/2017 de transmettre leurs factures sous forme dématérialisée.

Le titulaire adresse ses demandes de paiement de façon dématérialisée en utilisant le portail sécurisé CHORUS PRO accessible à l'adresse suivante :

<https://chorus-pro.gouv.fr>

Ce portail permet d'intégrer automatiquement les demandes de paiement destinées aux services de l'Etat et de suivre l'état d'avancement de leur traitement. Le N° de SIRET des services de l'Etat est le : 11000201100044.

Pour déposer ses demandes de paiement sur le portail, le titulaire doit fournir toutes les mentions légales ainsi que les informations suivantes :

- La référence de l'Engagement Juridique (n° d'EJ) : **information obligatoire portée sur le marché**
- Le code du Service Exécutant (SE) du SID MED, code SE : **D1076EY083**,
- Le numéro du SIRET,
- Le numéro du marché,
- Le numéro de la demande de paiement qui ne doit pas dépasser 16 caractères.

Ces éléments sont indispensables pour l'acheminement et le traitement des demandes de paiement par le service en charge de leur paiement. A défaut, les demandes de paiement seront rejetées pour information insuffisante pour relier la demande de paiement à un acte d'achat du SID MED.

Toutes les informations utiles aux modalités d'utilisation du portail et de transmission sont accessibles sur :

<https://communaute.chorus-pro.gouv.fr/emetteur-de-factures-electroniques>

	Base navale de Toulon – Acquisition de passerelles de quai au profit du SSF.	Version : 1.0
		Date : 28/08/2025

### 2.5.5 Délais de paiement

Les pouvoirs adjudicateurs, paient les sommes dues en exécution du marché dans un délai maximal de trente (30) jours conformément aux articles L. 2192-10 et R. 2192-10 du code de la commande publique. Le déclenchement du délai de paiement s'effectue selon les dispositions des articles R. 2192-12 à R. 2192-23 du code de la commande publique.

Intérêts moratoires : Le dépassement du délai de paiement ouvre de plein droit, et sans autre formalité, pour le titulaire du marché, ou du sous-traitant payé directement, en sus des intérêts moratoires, à une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement à compter du jour suivant l'expiration du délai. Le taux des intérêts moratoires applicables pour le présent marché ainsi que le montant de l'indemnité forfaitaire sont fixés aux articles L. 2192-12 à L. 2192-14, R. 2192-31 à R. 2192-34, R. 2192-36 et D. 2192-35 du code de la commande publique.

### 2.5.6 Rémunération sur approvisionnement

Il n'est pas prévu de versement d'acompte sur approvisionnement.

### 2.5.7 Paiement des cotraitants et des sous-traitants

#### 2.5.7.1 Paiement des groupements d'opérateurs économiques

En cas de groupement d'opérateurs économiques, il sera fait application des dispositions de l'article 13.1 du CCAG MI.

#### 2.5.7.2 Désignation du sous-traitant en cours de marché

Le titulaire du marché peut, sous-traiter l'exécution de certaines parties de son marché public à condition d'avoir obtenu du pouvoir adjudicateur l'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement conformément aux articles L. 2193-1 à L. 2193-14 et R. 2193-1 à R. 2193-22 du code de la commande publique.

La déclaration de sous-traitance indique pour les sous-traitants à payer directement les renseignements mentionnés à l'article R. 2193-1 du code de la commande publique.

### Utilisation de SUBCLIC

Pour déposer ses déclarations de sous-traitance, le pouvoir adjudicateur **impose au titulaire et aux sous-traitants l'utilisation des services dématérialisés de la société SUBCLIC** (<https://subclik.com/>). Pour satisfaire cette obligation, le titulaire est tenu de compléter l'article 2.3.2 de l'acte d'engagement désignant la personne physique de l'entreprise responsable de la vérification et de la signature des actes de sous-traitance.

Il s'agit d'un outil informatique gratuit pour les entreprises, qui permet, la transmission, la validation et la signature de l'ensemble des demandes d'acceptation de sous-traitance.

L'inscription doit être maintenue active pendant toute la durée du marché.

Le guide de démarrage pour déclarer un sous-traitant est en **annexe 1** au présent CCAP.

#### 2.5.7.3 Sous-traitance indirecte

En vue de faire accepter le sous-traitant indirect et agréer ses conditions de paiement par le pouvoir adjudicateur, le titulaire veillera à ce que le sous-traitant direct respecte la déclaration de sous-traitance mentionnée supra. Ce document sera ensuite transmis au titulaire, lequel le transmettra à son tour au pouvoir adjudicateur. Le même formalisme sera systématiquement respecté quel que soit le rang de sous-traitance envisagé.

Le paiement de toutes les sommes dues par l'entrepreneur aux sous-traitants non payés directement quel que soit leur rang sont garanties à peine de nullité du sous-traité (ou contrat de sous-traitance). Cette garantie devra revêtir exclusivement la forme d'une caution personnelle et solidaire obtenue, par l'entrepreneur, donneur d'ordre, auprès d'un établissement qualifié.

	Base navale de Toulon – Acquisition de passerelles de quai au profit du SSF.	Version : 1.0
		Date : 28/08/2025

#### 2.5.7.4 Modalités de paiement direct des sous-traitants

Pour les sous-traitants, en plus de ce qui est prévu au 13.2 du CCAG MI, le titulaire joint à la demande de paiement, une **attestation indiquant la somme à régler** par le pouvoir adjudicateur à chaque sous-traitant concerné, cette somme indiquera le montant à régler hors TVA et précisera le mode de liquidation des taxes (acquittement de la taxe ou auto liquidation). Elle ne tiendra pas compte non plus d'une éventuelle variation de prix, laquelle sera calculée par le pouvoir adjudicateur.

Pour les sous-traitants d'un cotraitant, l'acceptation de la somme à payer à chacun d'entre eux fait l'objet d'une attestation, signée par celui des cotraitants du groupement qui a conclu le contrat de sous-traitance et indiquant la somme à régler par le pouvoir adjudicateur au sous-traitant concerné ; cette somme indiquera le montant à régler hors TVA et précisera le mode de liquidation des taxes (acquittement de la taxe ou auto liquidation). Elle ne tiendra pas compte non plus d'une éventuelle variation de prix, laquelle sera calculée par le pouvoir adjudicateur.

Si le cotraitant qui a conclu un contrat de sous-traitance n'est pas le mandataire, ce dernier doit signer également l'attestation.

## 2.6 Modifications du marché en cours exécution

Les modifications en cours d'exécution du présent marché seront réalisées conformément aux dispositions décrites aux articles L. 2194-1, L. 2194-2, R 2194-1 à R. 2194-9 du code de la commande publique.

### 2.6.1 Prix des prestations supplémentaires ou modificatives

En complément des dispositions prévues à l'article 23 du CCAG MI, le pouvoir adjudicateur peut demander par ordre de service une proposition de prix pour des prestations supplémentaires ou modificatives avant l'ordre de service visé à l'article 23.1 du CCAG MI.

En cas de demande, de la part du pouvoir adjudicateur, d'étude ou de réalisation de prestations modificatives, le titulaire est tenu de fournir une proposition de prix, assortie de décompositions ou sous-détails, pour la rémunération de tout ouvrage non prévu, dans un délai fixé par l'ordre de service lui prescrivant d'évaluer ou d'exécuter de tels ouvrages.

### 2.6.2 Clauses de réexamen

En complément de l'article 25 du CCAG MI, les modifications suivantes peuvent être apportées :

#### 2.6.2.1 Substitution d'un nouveau titulaire visé par une procédure collective

En cas de redressement judiciaire ou de liquidation du titulaire, si l'administrateur judiciaire ou le liquidateur du titulaire, mis en demeure par l'acheteur, ne répond pas dans le délai fixé à l'article L. 622.13 du code de commerce en cas de redressement judiciaire, ou à l'article L.641-10 du code de commerce en cas de liquidation judiciaire, ou bien s'il renonce à poursuivre les obligations contractuelles, l'acheteur a la possibilité de modifier le marché en substituant au titulaire initial un nouveau titulaire..

La substitution fera l'objet d'un avenant de transfert.

L'acte modificatif intégrera le décompte de prestations précité, notifié au titre du transfert du contrat.

Si la présente clause ne peut être mise en œuvre, il sera fait application des dispositions de l'article 42.2 du CCAG MI relatif à la résiliation.

#### 2.6.2.2 Prise en compte d'éventuels surcoûts et indemnités pouvant en résulter liés à une crise ou tout autre évènement

Lorsque, sans que l'exécution du marché soit suspendue, le titulaire est conduit à modifier significativement les modalités d'exécution prévues au contrat, il a droit à une indemnité destinée à compenser le surcoût qui résulte de l'exécution, même partielle, des prestations, lorsque la poursuite de l'exécution du contrat impose la mise en œuvre de moyens supplémentaires qui n'étaient pas prévus au contrat initial et qui représenteraient une charge manifestement excessive au regard de la situation financière du titulaire.

	Base navale de Toulon – Acquisition de passerelles de quai au profit du SSF.	Version : 1.0
		Date : 28/08/2025

A ce titre, le titulaire doit, tout en poursuivant l'exécution, même partielle, du contrat, informer le représentant du pouvoir adjudicateur et lui fournir, sous 15 (quinze) jours après l'apparition du fait générateur, les documents détaillés et circonstanciés justifiant le surcoût par rapport à sa situation financière.

L'indemnité ne saurait couvrir les surcoûts indirects, tels que notamment, la sous couverture des frais généraux, le manque à gagner, les pertes de cadence, les pertes de rendement ou les pertes de productivité.

Dans ce cadre, un avenant sera établi sur la base, notamment, des documents de prix détaillé fournis par le titulaire à l'appui de son offre et de tout justificatif nécessaire relatif à la mise en œuvre des mesures pour la bonne exécution du contrat.

En cas de désaccord entre les parties ou en cas de refus par l'acheteur, celui-ci met en demeure le titulaire de poursuivre les prestations du marché dans un délai maximum de 15 (quinze) jours. Si la mise en demeure reste infructueuse, il sera fait application des dispositions des articles 1.11 du CCAP et des articles 42 à 45 du CCAG MI relatifs à la résiliation.

#### **2.6.2.3 Modification des clauses de variation des prix en cas de suppression ou de modification d'index**

Pour s'assurer que la formule de variation des prix demeure conforme à la réalité économique et représentative des coûts réels, la formule de variation des prix du présent marché peut être soumise à réexamen dans les cas et selon les dispositions suivantes :

- Si la définition ou le contenu d'un des index ou indices constituant la formule de variation des prix venaient à être modifiés,
- Si l'un des index ou indices constituant la formule de variation des prix venait à être remplacé, ou cessait de faire l'objet de publication telle que précisée à l'article 2.4.3.1 du présent CCAP.

Le représentant du pouvoir adjudicateur procède, alors, à la modification de la ou des formules de calcul de variation des prix.

La modification sera actée par avenant.

#### **2.6.2.1 En cas de circonstance que des parties diligentes ne pouvaient prévoir**

En cas de circonstance que des parties diligentes ne pouvaient prévoir dans sa nature ou dans son ampleur et modifiant de manière significative les conditions d'exécution du marché, les parties examinent de bonne foi les conséquences, notamment financières, de cette circonstance. Le cas échéant, les parties conviennent, par avenant, des modalités de prise en charge, totale ou partielle, des surcoûts directement induits par cette circonstance sur la base de justificatifs fournis par le titulaire. Il est tenu compte, notamment des surcoûts liés aux modifications d'exécution des prestations ;

Le titulaire est tenu de demander, en temps utile, qu'il soit procédé à des constatations contradictoires pour permettre à l'acheteur d'évaluer les moyens supplémentaires effectivement mis en œuvre. Sont exclues de cette évaluation, les augmentations de prix prises en compte dans les index ou indices utilisés pour la révision des prix du marché.

### **2.7 Retenue de garantie**

Il n'est pas demandé au titulaire de constituer une retenue de garantie.

### **2.8 Contrôle des coûts de revient**

Sans objet.

## **3 DELAIS**

### **3.1 Délais d'exécution des prestations**

Le délai global d'exécution de l'ensemble des prestations du marché est fixé à l'article 3 de l'acte d'engagement.

	Base navale de Toulon – Acquisition de passerelles de quai au profit du SSF.	Version : 1.0
		Date : 28/08/2025

Dans le délai global d'exécution sont compris le repliement des installations de chantier (zones de stockage...) et la remise en état des terrains et des emplacements mis à la disposition des entrepreneurs par le représentant du pouvoir adjudicateur pour l'exécution des prestations (partie technique 3 de la TO).

Le délai d'exécution de chaque partie technique court à compter de la date précisée dans l'ordre de service de démarrage des prestations.

Pour les parties techniques comportant des prestations d'études, la date d'expiration du délai d'exécution est la date de présentation des études au pouvoir adjudicateur, en vue de l'engagement des opérations de vérification.

### **3.2 Prolongation des délais d'exécution**

Quelle que soit leur origine, les prolongations de délai pour cause d'arrêt partiel ou d'entrave, comme celles pour cause d'arrêt total des prestations font l'objet d'un simple ordre de service du pouvoir adjudicateur.

Par dérogation à l'article 14.3.2 du CCAG MI, le titulaire dont le chantier est arrêté totalement ou partiellement, ou entravé, doit en informer immédiatement le pouvoir adjudicateur par tout moyen écrit (courriel...).

Les éventuelles décisions de prolongation de délais d'exécution d'un marché ne sont relatives qu'à ce seul marché.

### **3.3 Remise des documents et délais**

#### **3.3.1 Plans d'exécution, notes de calcul, études de détail**

Le titulaire a parfaitement pris connaissance de l'ensemble des pièces du marché. Il admet que l'ensemble des études complémentaires, permettant la parfaite réalisation des prestations, est à sa charge.

Il constate que les documents qui lui ont été ainsi remis lui permettent de procéder aux études d'exécution qui lui incombent, sans pouvoir élever une quelconque réclamation relative à la qualité ou au caractère suffisant de ces documents.

Tous les documents d'exécution établis par le titulaire sont transmis au représentant du pouvoir adjudicateur, sous format papier en 2 exemplaires pour les livrables émis au statut « applicable », et un exemplaire sous format informatique.

Le représentant du pouvoir adjudicateur dispose de **3 semaines** au plus pour les retourner au titulaire avec ses observations éventuelles.

Le titulaire disposera alors de **10 jours ouvrés maximum** pour émettre un nouvel indice et transmettre le document au représentant du pouvoir adjudicateur.

Le titulaire s'expose à des pénalités en cas de non-respect de ce délai (cf. article 7.2.1 du présent CCAP).

Le processus est itératif jusqu'à acceptation sans observation des documents d'exécution par le représentant du pouvoir adjudicateur.

#### **3.3.2 Délai de remise des documents après d'exécution**

En fin de partie technique 3, le titulaire doit fournir les livrables documentaires (DOE), définis dans le C.C.T.P. article 5.4.2 du présent marché. Ces documents doivent respecter les exigences spécifiées dans les procédures qualité annexées au C.C.T.P.

#### **3.3.3 Suspension de prestations**

Il est fait application de l'article 24 du CCAG MI.

	Base navale de Toulon – Acquisition de passerelles de quai au profit du SSF.	Version : 1.0
		Date : 28/08/2025

## 4 REALISATION DES PRESTATIONS – ORGANISATION SUR SITE – SANTE ET SECURITE AU TRAVAIL

### 4.1 Préparation et exécution des prestations

Il est fixé une période de préparation dans les conditions spécifiées à l'article 3 de l'acte d'engagement.

La période de préparation figurant à l'acte d'engagement :

- peut être prolongée par décision du pouvoir adjudicateur, sauf si la raison du retard est imputable au titulaire.
- n'est pas comprise dans le délai d'exécution des prestations.

Il est procédé, au cours de cette période, aux opérations énumérées ci-après à la diligence respective des parties contractantes.

#### ***Par les soins du pouvoir adjudicateur :***

- Délivrance des autorisations d'accès (demande à effectuer par le titulaire dès la notification du marché) ;
- Invitation du titulaire à la réunion de lancement ;
- Communication au titulaire des consignes arrêtées par le chef d'établissement et de l'organisation prévue pour les premiers secours dans le cadre des prestations réalisées sur le site de la BNT (PT3 de la TO).

#### **Par les soins du pouvoir adjudicateur avec le concours de tous les titulaires intervenant sur le chantier (sous-traitants compris) :**

- Inspection commune, visée à l'article R.4532-13 du Code du travail, au cours de laquelle seront, en particulier précisées, en fonction des caractéristiques des travaux que chaque entreprise s'apprête à exécuter, les consignes à observer ou à transmettre et les dispositions particulières de sécurité et de protection de la santé à prendre pour l'ensemble de l'opération.
- Communication aux entreprises des consignes arrêtées avec le chef d'établissement et de l'organisation prévue pour les premiers secours.
- Communication à chaque intervenant les noms et adresses des titulaires contractants.
- Communication du plan de prévention à tous les titulaires.
- Consignation des événements dans le registre-journal.

#### ***Par les soins du titulaire ou du mandataire :***

- Désignation d'un interlocuteur avec le RPA ;
- Présentation de l'équipe dédiée au projet et rôles attribués à chaque membre de l'équipe ;
- Etablissement et présentation des demandes nécessaires à l'obtention des autorisations d'accès pour le personnel du titulaire ou du mandataire et de ses cotraitants et sous-traitants déclarés, dès la notification du contrat ;
- Etablissement et présentation au représentant du pouvoir adjudicateur d'un planning général détaillé portant sur les études au **plus tard trois semaines après la notification du contrat** ;
- Etablissement et présentation au visa du pouvoir adjudicateur du programme d'exécution des prestations (au début de la PT1) ;
- Présentation des dispositions prévues en matière de production et de calendrier de remise des livrables (début de PT1) ;

	Base navale de Toulon – Acquisition de passerelles de quai au profit du SSF.	Version : 1.0
		Date : 28/08/2025

- Fourniture des copies des contrats d'assurance et attestations demandées à l'article 10 du CCAG MI dès la notification du contrat.

## **4.2 Organisation, sécurité et protection de la santé**

### **4.2.1 Documents disponibles sur le chantier**

Le titulaire est tenu d'avoir en permanence sur le chantier l'ensemble des documents relatifs à la sécurité et protection de la santé (notamment le plan de prévention signé par les différents entreprises intervenantes).

### **4.2.2 Gestion des déchets de chantier**

En application de la réglementation relative aux déchets de chantier, et en complément des articles 17.2 et 29.4 du CCAG MI, le titulaire est contractuellement responsable de la gestion des déchets créés de par l'exécution du présent contrat, jusqu'à valorisation ou élimination.

### **4.2.3 Sécurité et protection de la santé sur le chantier (partie technique 3) - Application de la réglementation du travail**

Le titulaire doit prendre toutes les dispositions nécessaires pour respecter ses obligations en matière de sécurité et de protection de la santé conformément au plan de prévention.

Il doit par ailleurs donner suite aux décisions prises par le pouvoir adjudicateur en phase de réalisation sur la base navale de Toulon.

En cas d'urgence ou de danger, le pouvoir adjudicateur peut décider notamment d'arrêter le chantier et faire prendre aux entreprises concernées les mesures conservatoires qu'il juge nécessaires.

Le pouvoir adjudicateur, en cas d'anomalie constatée, procédera de façon progressive, à une remarque verbale, à une remarque écrite, à l'entreprise si le problème persiste, à une remarque en réunion de chantier avec mention dans le registre journal en cas d'absence de réaction puis à une demande d'arrêt partiel ou total du chantier aux frais et risques du contrevenant.

### **Inspection du travail**

Il est précisé que l'Inspection du Travail compétente pour la surveillance et le contrôle des entreprises en matière de sécurité, de santé et des conditions de travail est la personne suivante :

**Contrôle Général des Armées - Inspection générale du travail dans les armées – Antenne de Toulon**

**CS 942 – 83800 TOULON Cedex 9**

#### **4.2.3.1 Règles de circulation, voiries et signalisation**

Le titulaire devra respecter les règles spéciales de circulation du site où sont effectués les prestations. Ces règles sont consultables dans les bureaux du représentant du pouvoir adjudicateur. Les voiries du domaine militaire sont des voies publiques.

La signalisation et la clôture des chantiers dans les zones intéressant la circulation sur les chaussées du domaine militaire sera réalisée, s'il y a lieu, par le titulaire du marché sous le contrôle de l'autorité militaire et conformément aux spécifications du C.C.T.P.

#### **4.2.3.2 Consignes particulières, horaires de travail**

Les horaires de travail de l'établissement sont de 08h00 à 17h00 du lundi au vendredi.

Lorsque le titulaire veut appliquer des horaires différents, il lui appartient d'établir une demande de dérogation réglementaire à l'horaire normal de travail. Cette dérogation n'est pas due à l'entreprise et le refus d'une telle demande ne pourra pas faire l'objet de réclamation de la part de du titulaire tant en terme de coût que de délai.

	Base navale de Toulon – Acquisition de passerelles de quai au profit du SSF.	Version : 1.0
		Date : 28/08/2025

Cette dérogation, après validation du représentant du pouvoir adjudicateur, ne pourra être que ponctuelle. En cas de refus le titulaire ne pourra prétendre à aucune indemnisation.

Durant ces activités effectuées hors horaires normaux, en cas d'accident ou d'incidents graves survenus sur le chantier, le titulaire devra en informer immédiatement l'officier de permanence du Service d'Infrastructure de la Défense Méditerranée au numéro suivant : **06.86.15.63.02**.

#### 4.2.4 Réunions de suivi de projet et visites de chantier

##### 4.2.4.1 Réunion de suivi de projet

Les réunions auront lieu à l'initiative du pouvoir adjudicateur à raison d'**une fois par mois** a minima. Des réunions pourront être organisées à l'initiative du titulaire dans les locaux du pouvoir adjudicateur, mais leur réalisation sera soumise à l'accord de la MOA.

##### 4.2.4.2 Réunions et visites d'inspection et essais en usine

La convocation aux « réunions de chantier » se fera via le compte rendu de réunion, lequel vaudra convocation du titulaire par le pouvoir adjudicateur. La convocation pourra éventuellement se faire par ordre de service.

Le titulaire convoqué est tenu d'y assister personnellement ou d'y déléguer un représentant qualifié agréé par le pouvoir adjudicateur et ayant tout pouvoir de décision.

Leur fréquence exacte sera définie au moment des prestations par l'AMT en concertation avec le pouvoir adjudicateur conformément à l'article 9.1.4 du CCTP.

Les réunions sont précédées d'une mise à jour du calendrier détaillé d'exécution par le titulaire. A chaque réunion, il sera établi par l'AMT un compte rendu. Ce document aura toute valeur en cas de contestation et de litiges sur les engagements pris et les remarques formulées par chacun.

Les réunions d'étude, de coordination et de synthèse auront lieu à l'initiative du pouvoir adjudicateur selon des modalités déterminées par celle-ci.

## 5 CONTROLES, ADMISSION ET GARANTIES

### 5.1 Essais et contrôles des ouvrages en cours de réalisation des prestations

Les essais et contrôles d'ouvrages ou parties d'ouvrages prévus dans le C.C.T.P. sont assurés :

- en usine et lors des essais par le titulaire, en présence du représentant du pouvoir adjudicateur et de son AMT. La liste des essais sera définie au cours de la PT1.
- en contrôle interne, par le titulaire.
- sur le lieu de livraison par le responsable de projets / représentant du pouvoir adjudicateur assisté par l'AMT.

Les essais sont portés par les exigences du C.C.T.P. Les dispositions de l'article 32 du CCAG MI relatives aux essais et vérifications à effectuer sur les matériaux et produits mis en œuvre, sont applicables à ces essais.

Par dérogation à l'article 32.2 du CCAG MI, les frais de vérification et essais sur site comme en usine sont à la charge du titulaire du marché. Le titulaire est responsable des essais en usine et sur site sur les installations du périmètre de son marché. Il est en charge de piloter ces essais, de les coordonner et de les dérouler. Le titulaire procédera, à ses frais, aux contrôles réglementaires en lien avec ses prestations. Ces contrôles seront sanctionnés par un PV.

Le titulaire devra prévoir tous les moyens nécessaires (outillage, banc d'essais, appareil de mesure et de contrôle adaptés aux mesures à réaliser en état de validité métrologique, matériels spécifiques, consommables, etc.) et leur acheminement sur la zone des essais pour mener à bien les essais sur les installations.

	Base navale de Toulon – Acquisition de passerelles de quai au profit du SSF.	Version : 1.0
		Date : 28/08/2025

La prise en compte des éventuelles corrections des non conformités suite aux essais, y compris le remplacement de matériel si besoin, est à la charge du titulaire.

L'absence des Compte-Rendu d'Essais (CRE) et des PV réglementaires au statut applicable ainsi que la non présentation des CRE sans réserve, remarque et Fiche de non-conformité (FNC) ouverte fait obstacle à l'admission des prestations.

## 5.2 Vérification et admission des prestations

Conformément à l'article 32.1 du CCAG MI, les opérations de vérification préalables à l'admission des prestations ne pourront être validées qu'après remise et validations des documents spécifiés dans le C.C.T.P.

Les opérations de vérification préalables à l'admission de la **tranche ferme** seront prononcées lorsque l'ensemble des plans, livrables auront été validés avec avis favorable par le pouvoir adjudicateur

Les opérations de vérification préalables à l'admission des **parties techniques 1 à 3** de la tranche optionnelle seront prononcées au vu des résultats concluants des essais prévus par le C.C.T.P. ainsi que de la fourniture, si nécessaire, d'un compte-rendu de levée des réserves usines constatées lors de la vérification en usine réalisée par le représentant du pouvoir adjudicateur. Le titulaire fournira un compte-rendu détaillé de tous les contrôles usine qui auront été réalisés par ses soins en partie technique 1.

En complément à l'article 32 du CCAG MI, les opérations de vérification se dérouleront selon les dispositions suivantes :

- Le titulaire avisera par écrit le pouvoir adjudicateur de la date à partir de laquelle les prestations pourront être présentées en vue des vérifications au moins deux semaines avant cette date.
- Le délai de vérification démarre à compter de la réception de la totalité des documents exigés dans le CCTP. Ces documents doivent être aboutis.

## 5.3 Admission, ajournement, réfaction et rejet

À l'issue des opérations de vérification, le pouvoir adjudicateur prononce :

Soit :

- L'admission, si les prestations répondent aux stipulations du marché, dans les conditions définies par l'article 34.1 du CCAG MI.

Soit :

- L'ajournement dans les conditions définies par l'article 34.2 du CCAG MI ;
- La réfaction dans les conditions définies par l'article 34.3 du CCAG MI ;
- Le rejet dans les conditions définies par l'article 34.4 du CCAG MI.

Chaque partie technique donnera lieu à une admission partielle. L'admission de la dernière partie technique entraîne l'admission du marché.

L'admission des parties techniques 1 et 2 sera prononcée au vu des résultats concluants des essais prévus au CCTP ainsi que de la fourniture, si nécessaire, d'un compte-rendu de levée des réserves usines constatées lors de la vérification en usine réalisée par le représentant du pouvoir adjudicateur. Le titulaire fournira un compte-rendu détaillé de tous les contrôles usine qui auront été réalisés par ses soins.

Par dérogation à l'article 34 du CCAG MI, l'absence de prononcé de la décision du pouvoir adjudicateur dans les délais de constatation mentionnés à l'article 33.1 du CCAG MI, ne vaut pas décision d'admission tacite des prestations considérées.

Par dérogation à l'article 33.1 du CCAG MI, le délai dont dispose le pouvoir adjudicateur pour notifier sa décision (procès-verbal) suite à la réalisation des épreuves techniques sur la base navale pourra être supérieur à 30 jours.

	Base navale de Toulon – Acquisition de passerelles de quai au profit du SSF.	Version : 1.0
		Date : 28/08/2025

## 5.4 Garanties

### 5.4.1 Délai de garantie

Par dérogation à l'article 36 du CCAG MI, le délai de garantie est de **2 ans** à compter de la date d'effet de la réception.

- Cette garantie s'entend comme étant une garantie totale de bon fonctionnement comprenant fourniture et main d'œuvre (frais de déplacement du personnel inclus) concernant tout le matériel reconnu défectueux.
- Toute indisponibilité supérieure à 5 jours ouvrés, causée par ces interventions en garantie, repousse la date de fin de la garantie totale d'une période égale à l'indisponibilité constatée.
- Cette garantie couvre le démontage, le remplacement et le remontage des parties de la prestation qui seraient à l'usage reconnues défectueuses. Cette obligation s'étend notamment à la couverture des frais consécutifs au déplacement, à l'emballage et au transport de matériel, nécessités par la remise en état ou le remplacement, qu'il soit procédé à ces opérations au lieu d'utilisation de la prestation ou que le titulaire ait obtenu que celle-ci soit retournée à cette fin dans ses établissements.
- Les délais dont dispose le titulaire pour effectuer les réparations sont déterminés par décision du pouvoir adjudicateur, après consultation du titulaire. Ils peuvent être sanctionnés par des pénalités selon les dispositions de l'article 15 du CCAG MI et calculées sur la valeur des ouvrages dont l'utilisation est subordonnée à l'exécution des réparations.
- Le titulaire doit exécuter les réparations qui lui sont demandées même s'il fait des réserves sur la mise en jeu de la garantie technique ou sur les délais, dans le cas où ceux-ci sont fixés hors marché par le pouvoir adjudicateur.
- Si, à l'expiration du délai de garantie, le titulaire n'a pas procédé aux réparations prescrites, le délai de garantie est prolongé jusqu'à l'exécution complète des réparations.

Il est expressément convenu entre les parties que la garantie légale contre les vices cachés, résultant des articles 1641 à 1649 du Code Civil, s'applique en totalité au présent contrat.

### 5.4.2 Garanties particulières

Les garanties suivantes sont applicables pour les prestations objet du présent marché :

- ➔ Garantie particulière fabricant : Le titulaire s'engage à produire les certificats de garantie des fabricants portant mention de l'étendue en nature et en durée qui s'applique aux équipements au-delà de la garantie de bon fonctionnement au plus tard au démarrage des opérations de vérification. Cette clause s'applique également pour les équipements installés par les sous-traitants.
- ➔ Garantie particulière pour matériau de type nouveau : Si le titulaire utilise des matériaux de type nouveau, c'est à dire dont, soit la mise en œuvre n'est pas définie dans un D.T.U., soit les caractéristiques ne correspondent pas à une norme, le titulaire garantit la bonne tenue du matériau pendant un délai de 5 ans à partir de la date d'admission des prestations. Cette garantie engage le titulaire, dans le cas où la tenue du matériau ne serait pas satisfaisante, à le remplacer à ses frais sur simple demande du maître d'ouvrage.

## 6 DIFFERENDS ET LITIGES

### 6.1 Différends

#### 6.1.1 Recours administratif préalable obligatoire

Si un différend survient entre le titulaire et le pouvoir adjudicateur, sous la forme de réserves faites à un ordre de service ou sous toute autre forme, ou entre le titulaire et l'acheteur, le titulaire rédige un mémoire en réclamation.

Dans son mémoire en réclamation, le titulaire expose les motifs de son différend, indique, le cas échéant, les montants de ses réclamations et fournit les justifications nécessaires correspondant à ces montants. Il transmet son mémoire à l'acheteur.

	Base navale de Toulon – Acquisition de passerelles de quai au profit du SSF.	Version : 1.0
		Date : 28/08/2025

Conformément à l'article 49.3 du CCAG MI, l'acheteur notifie au titulaire sa décision motivée dans le délai de 60 jours à compter de la date de réception du mémoire en réclamation. Le silence gardé pendant le délai de 60 jours fait naître une décision implicite de rejet.

Lorsque l'acheteur n'a pas donné suite ou n'a pas donné une suite favorable à la réclamation du titulaire, ce dernier doit, sous peine de forclusion, dans un délai de 60 jours à compter de la notification de la décision de l'acheteur ou à compter de la date à laquelle est née une décision implicite de rejet, adresser directement au pouvoir adjudicateur, en la personne du directeur central du service d'infrastructure de la défense, avec copie transmise au pouvoir adjudicateur, son mémoire de réclamation complémentaire développant les motifs de sa contestation à l'adresse suivante :

Direction Centrale du Service d'infrastructure de la Défense  
Département Stratégie et Pilotage des Achats Infrastructure  
Section assistance juridique des marchés d'infrastructure  
3, rue de l'indépendance américaine CS 80601 - 78013 VERSAILLES Cedex

La décision relative au règlement de ce différend appartient au pouvoir adjudicateur, qui dispose d'un délai de 90 jours pour étudier la réclamation du titulaire.

Si le titulaire n'accepte pas la décision du pouvoir adjudicateur, le règlement définitif du différend relèvera des procédures fixées aux articles 49.4 et 49.5 du CCAG MI.

#### **6.1.2 Comité consultatif de règlement amiable des différends**

En application du chapitre VII du livre III du code de la commande publique, les acheteurs et les titulaires peuvent recourir aux comités consultatifs de règlement amiable.

Le comité consultatif compétent est :

Préfecture de la région Provence - Alpes - Côte d'Azur  
Secrétariat général pour les affaires régionales (SGAR)  
CCIRA de Marseille - Madame PIETRI  
Place Félix Baret CS 80001 - 13282 MARSEILLE Cedex 06 -  
Tél. : 04 84 35 45 54

#### **6.2 Droit applicable**

Le présent marché est soumis au seul droit français. En cas de procédure contentieuse relative au marché, et sans préjudice des dispositions de l'article 49 du CCAG MI, la contestation sera portée devant le :

**Tribunal Administratif de Toulon (83)**  
**5 rue Racine - CS 40510 - 83041 Toulon cedex 9**  
**Tél : 04 94 42 79 30**

#### **6.3 Mission ministérielle PME/PMI**

Le ministère des armées dispose d'une structure dédiée aux PME. Le titulaire pourra éventuellement, en complément de l'assistance apportée par l'interlocuteur mentionné sur la page de garde de l'acte d'engagement, bénéficier de l'assistance de cette entité en la contactant aux coordonnées suivantes :

Tél : 0800 02 71 27 (appel gratuit) ou 07 60 15 87 35 en région.

#### **6.4 Médiateur des entreprises**

En cas de différend concernant l'exécution des marchés, il est également possible de saisir le médiateur des entreprises selon les dispositions des articles L. 2197-4, R.2197-23 et 24 du code de la commande publique.

	Base navale de Toulon – Acquisition de passerelles de quai au profit du SSF.	Version : 1.0
		Date : 28/08/2025

## 7 PENALITES ET RETENUES

### 7.1 Pénalités pour retard dans l'exécution des prestations

Les pénalités pour retard dans l'exécution des prestations sont appliquées dans les conditions de l'article **15.1** du CCAG MI.

### 7.2 Autres pénalités et retenues

#### 7.2.1 Remise des livrables

Il sera appliqué une pénalité de 200 Euros par jour et par document en cas de remise avec retard d'un livrable.

De plus, il sera appliqué une retenue provisoire égale à **10 000 € HT** jusqu'à la remise de l'ensemble des livrables (DOE) à fournir après exécution par le titulaire au plus tard lorsqu'il demande l'admission, sur les sommes de la dernière facture dues au titulaire, livrables à remettre dans les conditions stipulées à l'article 3.3 du CCAP.

#### 7.2.2 Remise des certificats de qualification des passerelles

Il sera appliqué une retenue provisoire égale à **1 000 € HT** par passerelle jusqu'à la remise des certificats de qualification.

#### 7.2.3 Lutte contre le travail dissimulé

Lorsque le pouvoir adjudicateur est informé, par les instances de contrôle, d'une situation irrégulière du titulaire au regard des articles L8221-3 à L8221-5 du code du travail, il lui enjoint, par lettre recommandée avec accusé de réception, de faire cesser immédiatement la situation, et d'en apporter la preuve. Il informe l'instance de contrôle du résultat de cette démarche.

Le titulaire dispose d'un délai de 15 jours, imposé par l'article R8222-3 du code du travail, pour répondre à l'injonction du pouvoir adjudicateur. En l'absence de régularisation satisfaisante dans les délais impartis, la personne publique peut imposer des pénalités ou rompre le contrat, sans indemnité, aux frais et risques du titulaire.

Le montant des pénalités à ce titre est fixé à 10 % du montant HT du marché sans pouvoir excéder le montant des amendes encourues en application des articles L8224-1, L8224-2 et L8224-5 du code du travail.

#### 7.2.4 Manque d'assiduité aux réunions

En cas d'absence à une réunion ou de retard supérieur à 45 minutes, le titulaire encourt une pénalité forfaitaire fixée à **200 €**.

#### 7.2.5 Inobservation des mesures de sécurité

A chaque fois qu'il sera constaté que le plan de prévention n'est pas respecté par le titulaire ou par un sous-traitant, une pénalité forfaitaire de **500 €** par infraction sera appliquée au titulaire du marché.

#### 7.2.6 Manquement aux obligations de propreté

En cas de défaut de propreté des installations de chantier, du chantier lui-même ou des voies d'accès ou de sortie, il sera appliqué une pénalité de **200 €** par constatation.

### 7.3 Cumul et plafonnement

Toutes les pénalités et retenues visées au présent CCAP sont cumulables

Par dérogation à l'article 15.3 du CCAG MI, le titulaire n'est pas exonéré des pénalités dont le montant ne dépasse pas 1 000 €.

Par dérogation à l'article 15.2 du CCAG MI, le montant total des pénalités de retard appliquées au titulaire n'est pas plafonné à 10 %.

	Base navale de Toulon – Acquisition de passerelles de quai au profit du SSF.	Version : 1.0
		Date : 28/08/2025

## 8 PROPRIETE INTELLECTUELLE

Conformément au chapitre 6 du CCAG MI, le titulaire du marché cède, à titre non exclusif, l'intégralité des droits ou titres de toute nature afférents aux résultats permettant au pouvoir adjudicateur de les exploiter librement.

### 8.1 Identification des œuvres concernées

Les présentes dispositions ont pour objet de définir les conditions de concession des droits de propriété intellectuelle afférents au contenu des documents, modes opératoires, des études, plans, croquis, notes de calculs, modélisation, financés au titre du présent marché et identifiés comme livrables, (ci-après désignés les résultats), dont le titulaire déclare détenir tous les droits.

Les droits de propriété intellectuelle concédés, à titre non exclusif, par le titulaire comprennent les droits de représentation, de reproduction, d'adaptation, de traduction, d'utilisation secondaire définis ci-après.

En aucun cas le titulaire ne pourra intégrer la notion de concession pour les seuls besoins du SID Méditerranée au sein des différents livrables et documents produits.

### 8.2 Droit de reproduction

Ce droit est entendu au sens de l'article L. 122-3 du code de la propriété intellectuelle à savoir la fixation matérielle par tous procédés qui permettent de communiquer pour les seuls besoins des armées les résultats. Il comprend notamment :

- Le droit de reproduire ou faire reproduire par un tiers, tout ou partie des résultats, sur tout support, qu'il soit ou non désigné à l'article L. 122-3 du code de la propriété intellectuelle, qu'il soit connu ou inconnu à ce jour,
- Le droit d'établir ou de faire établir un nombre illimité de reproduction sur tout format et par tout procédé.

### 8.3 Droit de représentation

Ce droit est entendu au sens de l'article L. 122-2 du code de la propriété intellectuelle et consiste en la communication de tout ou partie des résultats des prestations, pour les seuls besoins des armées, par un procédé quelconque.

Ce droit comprend notamment :

- Le droit de communiquer ou faire communiquer les résultats pour les seuls besoins des Armées, sur tous supports et quels que soient les modes de diffusion, qu'ils soient désignés ou non à l'article L. 122-2 du code de la propriété intellectuelle, qu'ils soient ou non connus à ce jour,
- Le droit de représenter les résultats dans leur ensemble ou partiellement sous réserve de ne pas dénaturer l'esprit de l'œuvre.

### 8.4 Droit d'adaptation

Ce droit comprend :

- Le droit de modifier, compléter ou supprimer ponctuellement des mots, phrases, paragraphes, schémas ou données chiffrées dans le but de mettre à jour les résultats,
- Le droit de modifier la présentation générale des études (mise en page, caractères, couleurs...) afin d'homogénéiser la forme des études avec celle de documents dans le cadre desquels celle-ci pourrait être intégrée,
- Toute modification est faite sous la responsabilité du pouvoir adjudicateur.

	Base navale de Toulon – Acquisition de passerelles de quai au profit du SSF.	Version : 1.0
		Date : 28/08/2025

### **8.5 Destination des droits concédés**

La concession des droits précités est consentie pour une exploitation non commerciale. A ce titre, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité d'utiliser dans leur intégralité ou par extrait des dits résultats dans le cadre des consultations publiques qu'il serait amené à lancer pour réaliser de futures opérations.

### **8.6 Lieu d'exploitation**

La concession des droits précités est consentie pour la France.

### **8.7 Exclusivité - Garantie des droits concédés**

La concession des droits précités est consentie à titre exclusif pour les exploitations définies ci-dessus.

Le titulaire garantit au pouvoir adjudicateur une jouissance paisible des droits concédés dans le cadre du présent marché. Pour tous les livrables produits au titre du présent marché, il la garantit notamment contre toute réclamation des sociétés de perception de droits d'auteur.

A ce titre, il s'engage à assumer les conséquences financières de tous recours qui seraient engagés à l'encontre du pouvoir adjudicateur et à faire toute diligence pour permettre une libre et complète exploitation des résultats.

### **8.8 Obligation du titulaire**

Le titulaire ne peut faire aucun usage commercial ou de communication des résultats des prestations sans l'accord préalable du maître d'ouvrage.

Le titulaire ne peut communiquer les résultats des prestations à des tiers, à titre gratuit ou onéreux, qu'avec l'autorisation du maître d'ouvrage.

La publication des résultats par le titulaire doit recevoir l'accord préalable du maître d'ouvrage, sauf stipulation contraire de cet accord, la publication doit mentionner que la prestation a été financée par le maître d'ouvrage.

### **8.9 Savoir-faire**

Le titulaire reste propriétaire de son savoir-faire qui doit rester confidentiel et dont la communication à des tiers par la personne publique est subordonnée à l'accord préalable et écrit du titulaire.

## **9 ASSURANCES**

### **9.1 Responsabilité**

D'une manière générale, le titulaire assume les risques et responsabilités découlant des lois, règlements et normes en vigueur. A ce titre, le titulaire répond notamment des responsabilités et garanties résultant des principes dont s'inspirent les articles 1792, 1792-2, 1792-3 et 1792-4 du code civil.

### **9.2 Dispositions communes**

Par dérogation l'article 10 du CCAG MI, le titulaire ainsi que tous les sous-traitants éventuels devront justifier qu'ils ont contracté les polices d'assurances précisées aux articles 9.3 et 9.4 ci-après en fournissant une attestation avant la notification du marché, émanant de sa compagnie d'assurance.

### **9.3 Assurance de responsabilité civile de droit commun**

Le titulaire et ses sous-traitants éventuels doivent être garantis par une police destinée à couvrir leur responsabilité civile en cas de préjudices causés à des tiers, y compris le pouvoir adjudicateur et aux autres intervenants à la suite de tout dommage corporel, matériel et immatériel consécutif ou non à un dommage corporel et/ou matériel, du fait de la réalisation des prestations, qu'elles soient en cours d'exécution ou terminées.

En cas de prestations sur existants, ces garanties doivent être étendues aux dommages causés aux parties anciennes de l'ouvrage.

	Base navale de Toulon – Acquisition de passerelles de quai au profit du SSF.	Version : 1.0
		Date : 28/08/2025

#### **9.4 Assurance de responsabilité civile décennale**

L'opération n'est pas soumise à l'obligation d'assurance de responsabilité civile décennale prévue par l'article L.241-1 du code des assurances.

Le pouvoir adjudicateur n'exige pas la souscription d'assurance de responsabilité civile décennale.

### **10 DEMARCHE DE CERTIFICATION « RELATIONS FOURNISSEURS RESPONSABLES(RFR) ET DE LABELLISATION « RELATION FOURNISSEURS ET ACHATS RESPONSABLES (RFAR) »**

Le ministère des armées a obtenu le label « relations fournisseurs et achats responsables », adossé à la norme ISO 20400 :2017 « Achats responsables – Lignes directrices », délivré par la Médiation des entreprises et le conseil national des achats. A ce titre, il souhaite favoriser et valoriser les bonnes pratiques à l'égard de l'ensemble des fournisseurs et des sous-traitants intervenant sur ses marchés publics, et inviter l'ensemble de ses fournisseurs à se conformer à la norme ISO 20400 :2017, et aux exigences de la charte « relations fournisseurs responsables » (RFR) et label « relation fournisseurs et achats responsables » (RFAR), et/ou toute norme ou tout label équivalent.

Le titulaire s'engage à informer le ministère des armées de toute démarche entreprise en la matière, notamment la signature de la charte « relations fournisseurs responsables » (RFR) puis le dépôt d'un dossier de candidature au label « relation fournisseurs et achats responsables » (RFAR) et de l'éventuelle obtention de ce label, ainsi que des mesures prises pour intégrer les recommandations de la norme ISO 20400:2017 dans ses processus internes.

La médiation des entreprises vous accompagne dans cette démarche, pour toute information : <https://www.economie.gouv.fr/mediateur-des-entreprises>

### **11 DELIVRANCE DE CERTIFICAT DE BONNE EXECUTION**

Le ministère des armées peut délivrer au titulaire du présent contrat, ayant donné toute satisfaction dans l'exécution de ses obligations, un « Certificat de bonne exécution de marché », ceci sur demande du titulaire ou de sa propre autorité.

La décision de délivrer ce certificat est soumise à la libre appréciation du ministère des Armées qui dispose, à cet égard, d'un pouvoir discrétionnaire.

La délivrance d'un tel certificat pourra notamment être refusée si : la qualité ou la quantité des livrables ou prestations attendu(e)s n'est pas conforme aux stipulations contractuelles, si la relation commerciale s'est révélée difficile, si le contrat est résilié aux torts du titulaire ...

La demande d'attribution du CBEM est à adresser au service d'achat qui lui a notifié le marché.

	Base navale de Toulon – Acquisition de passerelles de quai au profit du SSF.	Version : 1.0
		Date : 28/08/2025

## 12 DEROGATIONS AU CCAG MI

L'ARTICLE DU CCAP	DÉROGE A L'ARTICLE DU CCAG
1.3	4.1
2.4.3.2	11.2
3.2	14.3.2
5.1	32.2
5.3	33.1 et 34
5.6.1	36
7.3	15.2 et 15.3
9.2	10

L'ARTICLE DE L'AE	DÉROGE A L'ARTICLE DU CCAG
3	14.1

	Base navale de Toulon – Acquisition de passerelles de quai au profit du SSF.	Version : 1.0
		Date : 28/08/2025

## ANNEXES

N° d'annexe	Intitulé de l'annexe	Article du CCAP en référence
1	Guide de démarrage SUBCLIC	2.5.4.2

	Base navale de Toulon – Acquisition de passerelles de quai au profit du SSF.	Version : 1.0
		Date : 28/08/2025

## **ANNEXE N°1**

### **Guide de démarrage SUBCLIC**

**Cette annexe contient 8 pages**